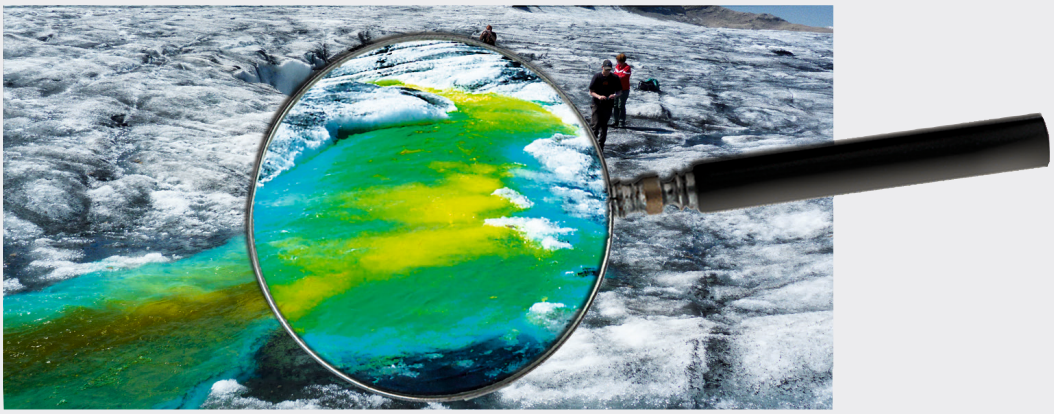
CURIA CONFOEDERATIONIS HELVETICAE

Synthèse



Des observations et les résultats de la recherche mettent en évidence, clairement et sans ambiguïté, les changements que le climat a subis jusqu'ici, les conséquences qui se manifestent déjà distinctement et la direction dans laquelle cette évolution se poursuit. Les problèmes liés au changement climatique sont largement identifiés et des approches de solution existent. Il est possible de déduire des recommandations concrètes pour la Suisse (voir les recommandations stratégiques 2015 de l'OcCC en matière de politique climatique). Les impacts augmenteront pendant les prochaines décennies et placeront la société et l'économie devant de grands défis :

- Depuis le début des mesures systématiques (1864) jusqu'à aujourd'hui (2016), la température moyenne a augmenté en Suisse d'environ 1,8 degrés Celsius (cf. chap. 1.6 La température, p. 40), et d'à peu près 0,85 degrés Celsius au niveau mondial. Les principales causes du réchauffement sont le recours aux agents énergétiques fossiles, la production de ciment et des changements de l'utilisation du sol (par exemple la déforestation) ainsi que les émissions connexes de CO_2 et d'autres gaz à effet de serre. Du fait que les émissions de gaz à effet de serre continuent actuellement d'augmenter, le changement climatique anthropique se poursuivra. Les transformations qu'il entraîne persisteront pendant des siècles, de même que les modifications climatiques elles-mêmes.
- La poursuite du réchauffement soumet les écosystèmes et la société à des risques croissants. Les mesures d'adaptation ne limitent que partiellement ces dangers et deviennent de surcroît de plus en plus coûteuses.
- Les plus grands défis du changement climatique pour la Suisse sont, d'une part, des extrêmes tels que les vagues de chaleur, les sécheresses ou les fortes précipitations, ainsi que l'avènement de dangers naturels en rapport avec ces événements. Ce sont aussi, d'autre part, les lentes transformations – en partie irréversibles – des paysages et des écosystèmes, tels que la fonte des glaciers ou des changements relatifs à la biodiversité, à la qualité de l'eau et à l'incidence des ravageurs et des maladies.
- Ces changements ont des impacts directs sur la société (par exemple sur la santé) et sur l'économie (par exemple sur le tourisme) et occasionnent des coûts déjà aujourd'hui. Les risques, de même que les efforts financiers nécessaires pour prévenir et minimiser les dommages, augmenteront avec l'intensification du changement climatique, en raison des transformations qui en découlent.
- La Suisse est fortement insérée dans le tissu économique international. De ce fait, elle sera touchée aussi par des effets indirects du climat au niveau mondial, par exemple en matière de commerce extérieur ou par des conséquences de la migration.
- La question qui se pose n'est donc pas de savoir si le changement climatique aura des impacts sur la Suisse, mais comment ces effets se manifesteront localement et quels risques et coûts ils entraîneront pour des secteurs et des branches spécifiques. La compréhension des effets locaux est la clé d'une adaptation efficace en termes de coûts et coordonnée tant au niveau territorial que technique. Une vue macroéconomique détaillée des charges actuelles et de celles attendues dans le futur est nécessaire pour fixer l'ordre de priorité des mesures à prendre.

Lors de la XXIe conférence sur le climat, qui a eu lieu en 2015 à Paris, un accord juridiquement contraignant pour tous les Etats a été adopté à l'échelon politique international ; il vise à limiter l'augmentation mondiale des températures à nettement moins de deux degrés Celsius et à restreindre les effets du changement climatique. Ceci implique la réduction systématique et draconienne des émissions de gaz à effet de serre dans tous les processus et activités qui se déroulent dans notre société. Pour limiter les effets existants et à venir, des solutions appropriées en matière d'atténuation et d'adaptation sont nécessaires de toute urgence :

- Actuellement, le changement climatique évolue le long d'une trajectoire d'émissions qui – si rien n'est corrigé – l'entraînera bien au-dessus de la limite de réchauffement convenue.
- Toute stabilisation de la température – indépendamment du réchauffement maximal visé – ne peut réussir que si les émissions nettes de CO_2 sont finalement réduites à zéro au niveau mondial. Par conséquent, les agents énergétiques fossiles devront être complètement remplacés dans tous les secteurs (électricité, transports, industrie, infrastructures et bâtiments) ; une grande partie des réserves énergétiques fossiles existantes ne devront donc pas même être exploitées comme combustible. Pour pouvoir encore atteindre les objectifs climatiques, un renversement de tendance doit se produire dans les plus brefs délais en matière d'émissions mondiales.
- La participation de tous les Etats aux efforts d'atténuation et d'adaptation est essentielle pour résoudre le problème du climat mondial. Certes, peu de nations portent jusqu'ici, de par le volume de leurs émissions, la responsabilité principale pour l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre ; mais en définitive, chaque Etat peut et doit apporter sa contribution à l'amélioration de la situation, réduire et finalement faire cesser ses émissions de CO_2.
- Etant donné que les pays les plus fortement touchés par les conséquences du changement climatique n'ont pas les ressources pour mettre en œuvre un développement à faible intensité de carbone, ils ont besoin de l'aide des pays industrialisés.
- Ne pas agir aujourd'hui réduit la marge de manœuvre et entraînera ultérieurement des coûts plus élevés tant en matière d'adaptation que d'atténuation. Des étapes de réduction toujours plus ambitieuses seront nécessaires pour atteindre encore l'objectif visé. Si les mesures prises ne suffisent pas, le réchauffement dépassera largement l'objectif fixé en matière de température.

Alors que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'atténuation impliquent des efforts avant tout aux échelons national et international, la réalisation de mesures d'adaptation requiert l'engagement et la collaboration des acteurs au niveau local, en Suisse aussi.

Une politique climatique suisse ambitieuse, qui respecte les objectifs convenus au niveau international, engage la société et l'économie du pays sur une voie durable et porteuse d'avenir :

- Une mutation vers une gestion durable de l'environnement sera indispensable tant au niveau international que national ; la politique climatique joue un rôle clé dans ce contexte. La Suisse bénéficie d'excellentes conditions intellectuelles, économiques et techniques ainsi que des structures étatiques appropriées pour s'investir avec succès dans cette transformation et avancer dans cette voie. Elle peut en outre renforcer son engagement en prenant le parti de mesures efficaces dans des négociations internationales, par exemple celles de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ou du droit commercial de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- Les entreprises, produits et techniques suisses sont la cause d'émissions de gaz à effet de serre, mais peuvent aussi contribuer à les atténuer à l'étranger, par exemple par des transferts technologiques ou en exportant des techniques à faibles émissions. Les entreprises suisses sont appelées à inclure le changement climatique dans leurs stratégies à long terme. Des mesures d'atténuation et d'adaptation en Suisse et à l'étranger peuvent présenter un intérêt économique croissant pour notre pays et susciter le développement et la commercialisation de nouvelles techniques d'avenir.
- Pour exploiter à temps les chances qui s'offrent à elle en la matière, la Suisse doit rester innovante et en réseau avec le monde. Elle peut ainsi agir de manière prévoyante dans l'intérêt d'un développement économique mondial durable en même temps que de sa propre prospérité.

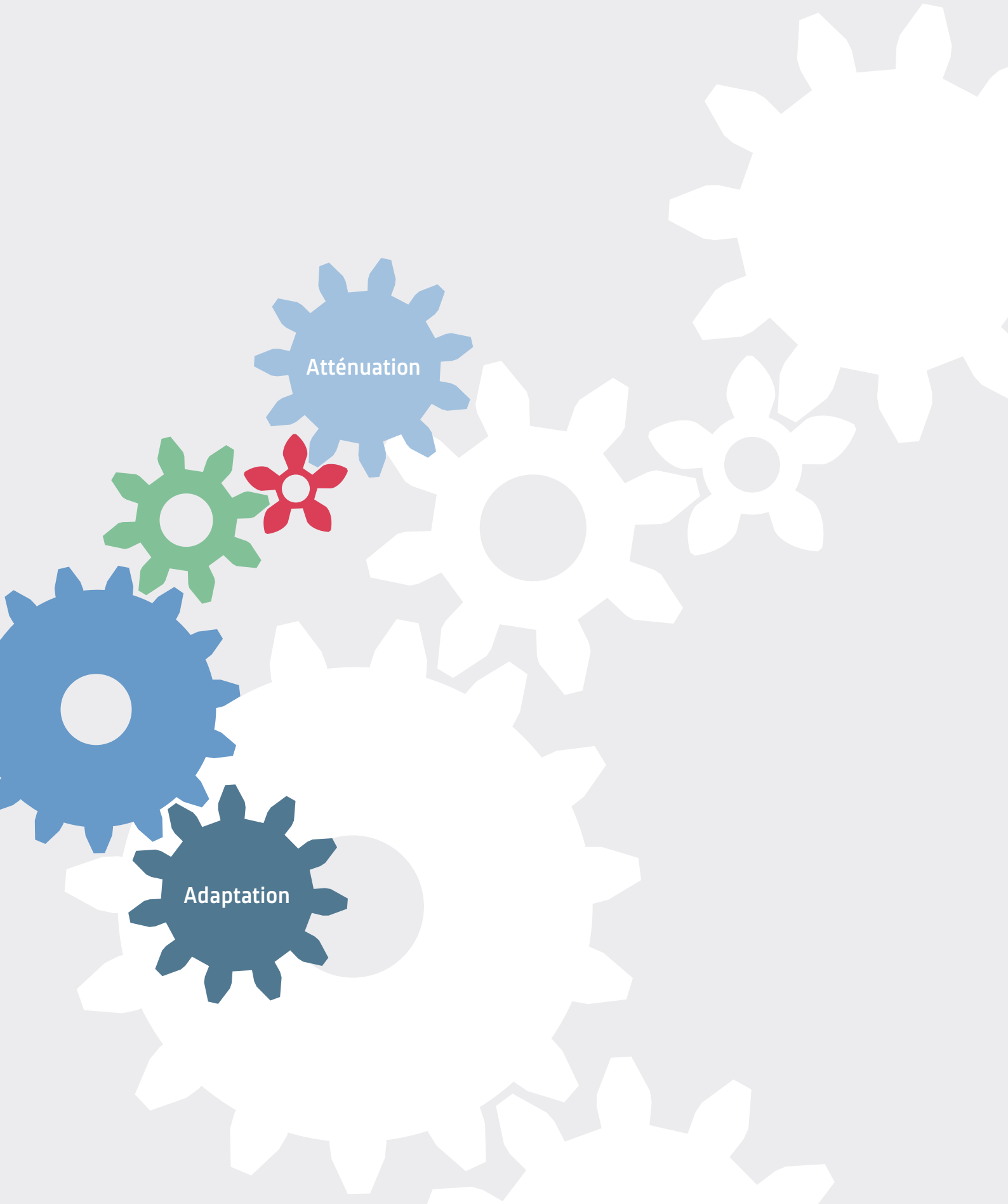
Le défi du changement climatique doit être considéré dans son contexte avec d'autres défis auxquels la société, l'économie et l'environnement sont confrontés. En agissant avec prudence et en intégrant les différentes perspectives, il est possible de maîtriser les problèmes actuels, bien qu'ils tendent à s'accentuer. Les sociétés qui vivent aujourd'hui préserveront ainsi leur base existentielle et légueront un environnement aussi intact que possible, qui assurera une marge de manœuvre aux générations futures sans qu'elles aient à assumer de lourdes charges héritées de notre légèreté présente :

- En 2015, quelque 7,3 milliards d'êtres humains vivaient sur la Terre. Ce nombre passera probablement à environ 9,3 milliards d'ici 2050 et peut-être à plus de 10 milliards jusqu'en 2100. La croissance démographique est particulièrement forte dans les pays émergents et en développement.
- Il est prévisible qu'en 2050 déjà, environ 70 pour cent de la population du globe vivra dans des espaces urbanisés et participera au développement économique, ce qui pourrait augmenter fortement leur consommation de ressources. Il est donc évident que les domaines du bâtiment, de la fourniture d'énergie, de la mobilité, des transports et de l'industrie joueront un rôle clé dans la trajectoire future des émissions. Si cette évolution fait l'objet d'une planification prévoyante et stimule la mise en œuvre de techniques efficaces, elle offrira la chance de promouvoir un développement durable vers un avenir à faibles émissions.
- Dans le monde entier, des changements de l'utilisation du sol (déforestation, production de denrées alimentaires etc.) sont responsables d'une part substantielle des émissions, qu'il faut également réduire. Le problème est aggravé par le fait que les régions en transformation rapide sont très souvent confrontées à des conditions politiques et économiques difficiles, à des impacts climatiques toujours plus forts et à la nécessité de mettre en œuvre également des mesures d'adaptation.
- Cette évolution de la situation démographique et sociale dans le monde exige la mise en œuvre de techniques ménageant le climat et les ressources et une transformation du style de vie dans le sens de la durabilité. Les nations industrialisées sont appelées non seulement à réaliser ce processus à l'intérieur de leurs frontières, mais aussi à fournir un soutien, du savoir-faire et des moyens financiers pour promouvoir sur le plan mondial cette tâche qui requiert l'effort de plusieurs générations. Concrètement, cela signifie entre autres de faire baisser, dans le monde entier, les besoins énergétiques des bâtiments jusqu'au minimum possible au cours des 30 à 50 années à venir ; pour de nombreux pays industrialisés, cela implique d'énormes amortissements anticipés. En outre, le recours aux agents énergétiques fossiles doit diminuer sensiblement dans le secteur de l'électricité en même temps que dans celui des transports, ce qui sera coûteux vu la valeur des infrastructures existantes et prendra beaucoup de temps. C'est pourquoi il est urgent d'établir la vérité des coûts le long de toute la chaîne de transformation d'énergie, c'est-à-dire d'internaliser les coûts externes et de prendre en compte une croissance constante du prix du CO_2.
- L'abandon des énergies fossiles est nécessaire pour protéger le climat, et les pays qui ne sont pas encore industrialisés feraient bien de sauter l'ère fossile. Pour que cela soit possible, l'Etat doit créer des structures appropriées offrant des conditions-cadre favorables sur le plan politique, économique et social.
- Enfin, pour mener le développement social et économique mondial sur une voie porteuse d'avenir, il faut une transformation au niveau des individus vers un style de vie durable. Vivre plus consciemment et dans le sens de la durabilité ne signifie pas renoncer à tout ; cela peut, au contraire, améliorer la qualité de vie, du fait que des nuisances, comme celles des transports par exemple, qui sont actuellement croissants, diminueraient de nouveau.

Si la Suisse entend rester sur une trajectoire compatible avec les objectifs climatiques internationaux, elle doit prendre aujourd'hui des mesures résolues et efficaces en vue d'un abandon des énergies fossiles et continuer de couvrir ses besoins d'électricité sans émissions de CO_2. En outre, elle devrait poursuivre et intensifier son engagement international en faveur d'une politique climatique efficace. Indépendamment de cela, des mesures d'adaptation doivent être prises en Suisse aussi, ce qui implique une compréhension approfondie et scientifiquement fondée de la situation locale ainsi que des impacts spécifiques. La transparence des coûts est également requise, de même que des mécanismes politiques contraignants pour imposer les mesures nécessaires au niveau cantonal, régional et local. Seule une base de données unifiée et solide sur la situation dans le passé et sur le changement climatique à venir permet d'évaluer et comparer les mesures envisageables et de déterminer leur ordre de priorité. Dans une démocratie directe, il importe en outre de convaincre les citoyens de l'importance des défis à affronter et de mettre en évidence les aspects positifs des changements nécessaires.

Afin de former des alliances majoritaires pour le laborieux processus politique que le changement climatique rend maintenant indispensable, il est urgent d'inscrire les thèmes susmentionnés à l'agenda de tous les citoyens, politiciens, partis et associations. L'Organe consultatif sur les changements climatiques (OcCC) formule des lignes de conduite concrètes dans ses recommandations stratégiques 2015 en matière de politique climatique.

Cette synthèse a été élaborée en commun par les personnes suivantes: Prof. Dr Christoph Appenzeller (MétéoSuisse et EPF de Zurich), Prof. Dr Konstantinos Boulouchos (EPF de Zurich), Prof. Dr David Bresch (EPF de Zurich), Andrea Burkhardt (OFEV) Prof. Dr Andreas Fischlin (EPF de Zurich), Prof. Dr Heinz Gutscher (Université de Zurich, président du Comité directeur de ProClim), Prof. Dr Martin Hoelzle (Université de Fribourg), Prof. Dr Fortunat Joos (Université de Berne), Prof. Dr Peter Knoepfel (Université de Lausanne), Prof. Dr Reto Knutti (EPF de Zurich), Dr Pamela Köllner (OFEV), Prof. Dr Christian Körner (Université de Bâle), Dr Christoph Kull (OcCC). Prof. Dr Peter Messerli (Université de Berne), Prof. Dr Martine Rebetez (Université de Neuchâtel et WSL), Dr Kathy Riklin (Présidente de l'OcCC), Prof. Dr Renate Schubert (EPF de Zurich), Prof. Dr Thomas Stocker (Université de Berne), Prof. Dr Philippe Thalmann (EPF de Lausanne), Prof. Dr Rolf Weingartner (Université de Berne).


Atténuation
Adaptation